



IMPACTS DU DLA 2012

+ 3,3% d'emplois par an dans les structures accompagnées

Une enquête* menée en 2012 auprès d'un échantillon de 548 structures accompagnées par le Dispositif local d'accompagnement (DLA) a mesuré la capacité du dispositif à consolider économiquement les structures et à développer et pérenniser leurs emplois.

Entre le premier diagnostic réalisé en 2010 et la situation des structures deux ans après, des changements significatifs sont observés, alors que l'on assiste à une dégradation de l'emploi salarié dans les associations, consécutive à la crise économique. Les résultats de l'enquête confirment que dans un contexte tendu pour les associations, l'accompagnement est un vecteur central de progression et d'amortissement des effets de la crise.

PRINCIPAUX IMPACTS DU DLA SUR LES STRUCTURES ACCOMPAGNÉES

■ Des effets encourageants sur la création et la consolidation des emplois

Le nombre d'emplois dans les structures accompagnées par le DLA progresse annuellement de 3,3%, alors qu'on observe un recul de l'emploi salarié dans les associations en 2011¹ au niveau national. Au sein des structures accompagnées, le volume d'emplois (ETP) augmente à un rythme annuel de 2,6%.

Pour une partie des structures, l'augmentation du nombre d'emplois s'est accompagnée d'une amélioration de leur qualité :

- la part des CDI dans l'emploi total a augmenté dans 1/3 des structures accompagnées
- le taux d'occupation des salariés (temps de travail) progresse dans 42% des structures
- le recours aux emplois aidés a diminué de 10%

■ Amélioration de la situation économique et financière

La viabilité du modèle économique s'améliore ou se stabilise pour 59% des structures. A noter que ce sont les structures les plus jeunes et les plus petites au moment de l'accompagnement qui connaissent la plus nette amélioration de situation. Pour ces petites structures, le DLA a un impact important car la viabilité de leur modèle économique est plus forte et l'emploi résiste mieux : le nombre d'ETP est stable ou en hausse pour 75% d'entre-elles contre 65% pour l'échantillon total.

■ Augmentation du nombre de partenaires financiers, notamment privés

Le nombre des partenaires financiers des structures accompagnées progresse de façon très significative en deux ans : + 8% pour les partenaires publics, + 52% pour les partenaires privés. À l'issue d'un accompagnement DLA, les structures bénéficient d'un meilleur ancrage au territoire.

¹ Recherches et Solidarités – la France associative en mouvement 10^{ème} édition – octobre 2012



Cette action est cofinancée par l'Union européenne

■ Meilleure performance des outils de gestion

L'étude montre que le DLA favorise la mise en place de comptabilités fiables et d'outils de gestion contribuant au pilotage des structures, et améliore la qualité des outils déjà existants. Après l'accompagnement, les associations sont plus nombreuses à utiliser un tableau de bord, une comptabilité analytique et un prévisionnel de trésorerie ; ces outils sont de meilleure qualité.

■ Panorama des besoins et impacts selon les grands types de structures accompagnées par les DLA

Type de structures	Principaux secteurs représentés	Caractéristiques / besoins d'accompagnement	Impacts du DLA
Structures mono employeuses 17%	Culture Sport Environnement	Très peu de financeurs publics, très utilisatrices de contrats aidés Le modèle économique est viable Forts besoins d'accompagnement à la gestion et au fonctionnement (formalisation du projet)	Professionnalisation Fiabilisation des outils financiers Amélioration du fonctionnement général 84% d'entre elles ont augmenté ou consolidé leur effectif
Très petites structures (1 à 4 ETP) 16%	Culture Sport	Les instances fonctionnent correctement Dépendantes des aides à l'emploi Fragiles, des besoins d'accompagnement sur la gestion, consolidation du modèle économique et leur assise financière	Amélioration des outils de gestion et du fonctionnement général Augmentation de l'activité pour la majorité des structures, mais le modèle économique reste fragile Plus de la moitié (55 %) a augmenté son nombre d'ETP, 17 % ont pu consolider leurs emplois.
Petites structures (2 à 9 ETP) 23%	Famille, enfance, jeunesse Culture Insertion	Fragiles sur leur modèle économique avec plusieurs financeurs publics Peu d'emplois aidés (hors insertion par l'activité économique (IAE)) Structures en changement d'échelle : accompagnement des transitions, besoins d'accompagnement sur l'analyse de leur modèle économique	Amélioration des outils et du fonctionnement général Augmentation de l'activité et pour presque la moitié rentabilité d'exploitation positive Plus de la moitié (51 %) a augmenté son nombre d'ETP, 12 % ont pu consolider leurs emplois
Moyennes structures (5 à 25 ETP) 19%	Insertion Famille, enfance, jeunesse Culture Environnement Services à la personne	Structures gestionnaires, peu d'emplois aidés (hors IAE), des temps partiels Assise financière confortable mais modèle économique fragile Appui à la prévention des risques et développement de nouvelles opportunités	Structures dynamiques, augmentation de l'activité qui s'accompagne d'une consolidation du modèle économique pour quasi ¾ d'entre elles Plus de la moitié (56%) a augmenté son nombre d'ETP et 6 % a pu consolider ses emplois
Grosses structures (+ de 20 ETP) 25%	Insertion Services à la personne	Grand nombre d'emplois à temps partiel Suivies par de nombreux financeurs Structures très gestionnaires Modèle économique très fragile et assise financière insuffisante. Appui au renforcement de l'assise financière	Amélioration des outils et du fonctionnement général Consolidation des emplois et du modèle économique avec hausse de l'activité pour 77% Plus de la moitié (52 %) a augmenté son nombre d'ETP et 5 % a pu consolider ses emplois

* **Enquête I** Enquête menée dans le cadre de l'étude « Mesure d'impacts du DLA 2012 » réalisée de septembre à novembre 2012 par l'Avisé, le Cnar Financement (France Active), en partenariat avec la CPCA. Etude téléchargeable sur www.avise.org/dla

Echantillon I Les résultats portent sur des structures accompagnées en 2010 et début 2011 puis analysées en 2012. 99% d'entre elles sont des associations, 18 % des structures d'insertion par l'activité économique. Elles emploient presque 17 000 salariés et plus de la moitié d'entre elles ont moins de 10 salariés. Les secteurs Insertion / Emploi, Culture, Famille-enfance-jeunesse sont les plus représentés dans l'échantillon.